
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53754

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Sicherlich gab es in Teilbereichen eine ideologische (Schein)Affinität zwischen den national-konservativen Mitarbeitern von »La Croix« und dem National-Sozialismus, die den Blick für die Realitäten trübte. Aber es gab auch fundamentale ideologische Unterschiede, die auch von den nationalen Konservativen gesehen wurden. Außerdem blieb der machtpolitische Gegensatz zu Deutschland stets bewußt. Die französischen Katholiken fühlten sich in den 30er Jahren sowohl durch den Kommunismus als auch durch Deutschland bedroht. Sie führten deshalb einen Zweifrontenkrieg. Zwischen 1936 und 1938, d.h. während der Volksfrontregierung und dem Spanischen Bürgerkrieg, drängte zwar die Angst vor dem Kommunismus den machtpolitischen Gegensatz zu Deutschland in den Hintergrund, hob ihn jedoch nicht auf. Nach dem Anschluß Österreichs gewann er deutlich wieder an Bedeutung und bestimmte nach der Besetzung Prags wieder das Deutschlandbild. Man kann daher nicht sagen, daß die nationalen Konservativen ab 1936 ihre Haltung gegenüber Deutschland innenpolitischen Überlegungen unterordneten. Innen- und Außenpolitik bildeten auch bei ihnen eine Einheit, lediglich die Akzente verschoben sich je nach innergesellschaftlicher bzw. internationaler Lage.

Die Arbeit von Fleury leistet einen wertvollen Beitrag zur Geschichte des französischen Katholizismus und seiner Haltung gegenüber Deutschland in den dreißiger Jahren. Indem sie die vielfältigen Motive aufzeigt, die die Deutschlandberichterstattung von »La Croix« bestimmten, trägt sie erheblich zum tieferen Verständnis des komplexen Meinungsbildungsprozesses innerhalb des katholischen Lagers bei. Es wäre wünschenswert, daß die Untersuchung noch bis zum Februar 1944, in dem die Zeitung ihr Erscheinen bis zum Oktober 1944 einstellte, und eventuell darüber hinaus fortgesetzt würde, um so die Frage nach dem Einfluß des jeweiligen innerfranzösischen und internationalen Kontextes besser beantworten zu können.

Roland HÖHNE, Kassel

Heinrich August WINKLER, *Der Weg in die Katastrophe. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1930–1933*, Bonn, Berlin (Verlag J. H. W. Diez Nachf.) 1987, 1025 p. (Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts).

Avec ce troisième et dernier tome, voici tenu le pari que H. A. Winkler avait engagé avec le premier volume »De la Révolution à la stabilisation (1918–1924)«, et le second »L'apparence de la normalité (1924–1930)«, parus en 1984 et 1985¹.

Toujours fondé sur une documentation quasi exhaustive, ce gros livre de plus de 1000 pages pour 3 années(!) étudie la »Marche à la catastrophe« depuis le début de l'ère Brüning au printemps 1930 jusqu'à la dissolution des organisations ouvrières par le régime hitlérien au printemps 1933. Comme dans ses ouvrages précédents, l'auteur a écrit une histoire »socialiste« du mouvement ouvrier et un manuel d'histoire générale.

Des courts et vigoureux avant et après-propos (5 et 4 pages) cernent les faiblesses de Weimar. Ayant de la sympathie pour la social-démocratie et plus encore pour la démocratie libérale et parlementaire, l'historien affiche ses préférences et ses rejets. Récusant le marxisme-léninisme, il reproche aux communistes allemands d'avoir voulu transformer leur pays hautement industrialisé, selon un modèle né dans un état agraire »sous-développé« et instaurer une dictature bolchevique dans un état qui avait atteint un certain degré de démocratie après 50 ans de suffrage universel masculin. A la social-démocratie, qui avait fait le choix de la

1 Voir le compte rendu dans FRANCIA 15 (1987) p. 1064–1069.

démocratie parlementaire, correspondant au développement matériel et moral de l'Allemagne, il reproche une double politique inconséquente. D'une part, en ayant méconnu que jamais dans un pays le parlementarisme ne s'est implanté avec les seuls moyens parlementaires, elle n'a pas pu ou su réformer les structures de l'État autoritaire en 1918-19. D'autre part, en ne tirant pas la leçon de cette absence de réformes, elle n'a pas résolument affiché une politique de collaboration et de coalition avec les forces bourgeoises démocratiques qui s'en trouvèrent par là même affaiblies dans leur propre camp. Enfin, aux syndicats, il reproche d'avoir donné la priorité – certes compréhensible en temps de crise – aux seuls intérêts économiques des travailleurs sur les principes et la défense de la République, d'où un pragmatisme qui vira à l'opportunisme. Les syndicats qui avaient fait pression sur la social-démocratie pour qu'elle quitte la grande coalition en mars 1930, s'en éloignèrent progressivement au point de chercher à «s'arranger» avec les nouveaux gouvernants, von Papen, Schleicher et Hitler...

Prévenu ainsi des choix de l'auteur, le lecteur ne pourra que tirer profit d'un ouvrage magistral divisé en cinq parties intitulées successivement: «Le prolétariat dans la crise», «Dépression et radicalisation», «Au bord du gouffre», «Adieu à Weimar» et «La fin du mouvement ouvrier». Dans l'impossibilité de rendre compte de la richesse et de la sûreté des analyses de H. A. Winkler, dégageons ici les apports essentiels de chacun des grands chapitres.

La première partie étudie les effets contrastés et ravageurs de la crise économique sur le monde des travailleurs. Le chômage frappe les salariés du secteur secondaire plus que ceux du primaire ou du tertiaire, les ouvriers des industries de biens de consommation plus que ceux des industries de biens de production, les hommes plus que les femmes, les grandes régions industrielles plus que les régions agricoles. La crise crée un véritable gouffre entre les chômeurs et ceux qui gardent leur emploi, porte les salariés à rechercher la protection de «la chemise de l'entreprise» plus que celles de la «robe du syndicat et du manteau du parti», entraîne le rétrécissement de la vie sociale, le repli sur soi, la haine de l'autre... Elle contribue à consolider la coupure non seulement politique mais aussi économique entre les deux partis marxistes, un SPD parti de ceux qui ont un emploi et un KPD parti-passoire de chômeurs ou de travailleurs marginaux et récents... Bref, elle brise la solidarité de classe.

La deuxième partie décrit la radicalisation que subit, du printemps 1930 à l'automne 1931, la vie politique en relation avec la dépression et qui voit le passage du parlementarisme à un régime ouvertement présidentiel. H. A. Winkler comprend la Tolerierungspolitik à l'égard de Brüning, défensive et sans alternative, suivie par le SPD qui veut, à tout prix, sauver la coalition de Weimar encore au pouvoir dans l'État de Prusse. Mais alors que les élections de septembre 1930 font apparaître le parti nazi comme un «Volkspartei» du ressentiment national et social, les divisions du mouvement ouvrier ne cessent de s'aggraver. Contrairement au SPD, toujours partisan d'une entente avec la France, les Freien Gewerkschaften adoptent une position nationaliste dans le problème des Réparations. Ils acceptent aussi, sans consulter le SPD, le service du travail proposé par les partis de droite... Comme le KPD continue son offensive contre le «social-fascisme», notamment lors du référendum du 6 août 1931 pour la dissolution anticipée du Landtag prussien, le danger communiste apparaît aux sociaux-démocrates plus important que le danger nazi, alors même que le KPD était soumis à Staline qui ne souhaitait pas une révolution allemande!

La troisième partie aborde la dernière phase de l'ère Brüning. Le mouvement ouvrier est encore plus écartelé, d'autant que les deux partis de gauche sont atteints de perturbations internes. Le SPD, déchiré, continue sa politique de tolérance et le KPD, troublé par la rivalité Neumann/Thälmann, continue à appeler nazis et socialistes, des frères jumeaux. Le fossé s'élargit entre des socialistes toujours partisans d'un moratoire des Réparations et de la déflation et des syndicalistes favorables à la fin des Réparations et à une politique de relance. En fait, si les socialistes soutenaient pour des raisons économiques, la politique de déflation de Brüning, prenant le risque de faire apparaître le parti nazi comme seul porteur d'emplois, H. A. Winkler, estime contrairement à K. Borchardt, que Brüning menait sa politique de

déflation avant tout pour des raisons politiques, liées à son option dure en politique extérieure et à sa volonté de réviser Versailles à tout prix. Visant à utiliser le nationalisme allemand pour désamorcer le mouvement nazi, soutenue par la Reichswehr, le Président et même les syndicats, cette politique torpilla toute entente internationale, et donc toute possibilité de prêts internationaux à l'Allemagne. De plus, à la différence des sociaux-démocrates qui voulaient garder la République, ce que Brüning voulait sauver de Weimar, c'était «plus ancien que Weimar», c'était l'Etat de droit autoritaire et non la démocratie née en 1919...

Dans la quatrième partie, H. A. Winkler déroule les derniers mois de la première république allemande. Face à la politique désastreuse due au contrôle des agrariens, des militaires, des élites traditionnelles et à une partie de la bourgeoisie industrielle, le SPD, voulant éviter à tout prix la guerre civile, est paralysé par sa politique de défense de la légalité d'un Etat légal qui n'est plus le sien, comme le prouve le «Preussenschlag» du 20 juillet 1932. De leur côté, les syndicats sont prêts à s'arranger avec l'Etat corporatiste proposé par von Papen ou la dictature militaire à base populaire projetée par Schleicher. Quant aux communistes, ils n'hésitent pas à associer les nazis à leur grève des transports berlinois de novembre 1932, permettant au parti nazi de pénétrer dans le monde du travail et de consolider son image de «Volkspartei» déjà bien installée lors des élections du 31 juillet 1932. Certes peu de chômeurs avaient voté pour le parti nazi, mais il avait élargi son électorat dans les classes moyennes, les régions évangéliques, chez les travailleurs qui votaient jusqu'alors pour les partis bourgeois ou qui étaient nouveaux électeurs: 27 % des électeurs nazis étaient ouvriers et 28 % des ouvriers avaient voté nazi.

Dans la cinquième et dernière partie, H. A. Winkler nous fait assister, non sans pathétisme, à l'écroulement du mouvement ouvrier sous les coups de boutoir du régime hitlérien, à l'élimination des communistes, premiers prisonniers du premier camp de concentration érigé à Dachau dès mars 1933, à l'impuissance de la social-démocratie, à la mise au pas des syndicats. Sont ici encore soulignées les contradictions dans lesquelles s'enfermaient les organisations ouvrières. Relâchant tout lien avec le SPD, les syndicats, s'affirmant comme les seuls défenseurs des intérêts économiques des travailleurs, ont cru avec quelque naïveté, se poser en interlocuteurs valables lors des négociations officielles en mars et avril 1933 avec les nouveaux maîtres. Le 23 mars 1933, le SPD refusa de voter la loi des pleins pouvoirs et le non des 94 députés sociaux-démocrates sauva l'honneur de la social-démocratie, mais le 17 mai 1933, le SPD approuvait la déclaration d'Hitler sur la revendication de l'égalité des droits en matière d'armement, donnant ainsi une caution d'honorabilité au dictateur. Le 17 mai 1933 s'inscrivait dans le droit fil du 4 août 1914, quand la social-démocratie vota les crédits de guerre et assumait ainsi la politique belliciste de l'Empire, d'où, selon H. A. Winkler, son incapacité à parler de la culpabilité des dirigeants du Reich et son impossibilité, après 1918, à changer les structures de l'Empire pour le plus grand bénéfice des droites. Il ne restait plus le 21 mai au SPD qu'à quitter la scène, en entrant dans l'illégalité et l'émigration.

Un mouvement ouvrier uni-marxiste aurait-il pu en 1930-32 s'opposer aux nazis? H. A. Winkler reste sceptique car ce mouvement n'aurait réuni qu'à peine plus d'un tiers des suffrages, qu'il se serait situé plus à gauche que la social-démocratie, qu'il aurait empêché toute coalition avec les forces bourgeoises démocratiques et donc que Weimar n'aurait pas existé ou aurait éclaté beaucoup plus tôt... Le drame de Weimar, tentative pour surmonter la contradiction fondamentale laissée par le Reich de 1871 entre modernité économique et stagnation politique, c'est que la division du mouvement ouvrier fut la condition de sa naissance mais aussi une des causes de sa disparition.

Au terme de ce compte rendu forcément succinct et partiel, laissons ouverte, comme nous le suggère H. A. Winkler, la question de l'inévitabilité de la catastrophe.

Les grandes options de 1918-19 rendaient-elles prévisible la fin de la République ou bien un autre cours de la Révolution aurait-il permis sa survie? De ce maître-livre, il émerge cependant une certitude toujours valable pour nos démocraties. En temps de crise ou de mutation

économique, quand elle ne peut enrayer un processus de désolidarisation et d'atomisation du tissu social, une démocratie favorise le renforcement de ses adversaires, forces conservatrices et extrêmes démagogiques.

Jean-Marie FLONNEAU, Orléans

Peter D. STACHURA (Hg.), *Unemployment and the Great Depression in Weimar Germany*, London (MacMillan Press) 1986, 230 S.

Die Weimarer Republik ist nicht *an* Massenarbeitslosigkeit zugrunde gegangen, aber sie wäre ohne Massenarbeitslosigkeit vermutlich *nicht* zugrunde gegangen. Darüber gibt es inzwischen eine umfangreiche und vielfältige geschichtswissenschaftliche Literatur. Dennoch können Bücher zum Thema »Arbeitslosigkeit in der Weimarer Republik« auf unvermindert starkes wirtschafts- und sozialgeschichtliches wie auf politikgeschichtliches Interesse rechnen. Wegen des Umfangs und der Vielfalt der bereits verfügbaren Literatur ist der Interessenvorschub freilich zusehends mit Skepsis über den »Grenznutzen« an Erkenntnis weiterer Arbeiten untermischt. Der vorliegende Band rechtfertigt sowohl das Interesse wie die Skepsis. Er enthält – außer einer konventionellen und wenig ergiebigen Einführung des Herausgebers – acht Aufsätze, die sich mit ausgewählten Aspekten der Arbeitslosigkeit in Weimar-Deutschland beschäftigen. Die Zusammenstellung ist zufällig. Ihr liegt kein verbindendes editorisches Konzept zugrunde. Die Beiträge sind, was Fragestellung und Methode angeht, ganz und gar auf sich selbst gestellt. Der Herausgeber hat die Aufsätze offenbar nicht zu einem vorbedachten analytischen Zweck inspiriert, er hat sie lediglich unter einem Stichwort gesammelt. Das ist freilich nichts ungewöhnliches.

Eine Arbeit (PETZINA) präsentiert die weithin bekannten Daten über das Ausmaß der Arbeitslosigkeit und ordnet sie in die Besonderheiten der wirtschaftlichen Entwicklung in den zwanziger Jahren ein. Drei Studien (KATER, HAUSEN, STACHURA) gelten den beruflichen und sozialen Befindlichkeiten und Nöten bestimmter gesellschaftlicher Gruppen, namentlich der Frauen, der Jugendlichen und der Ärzte. Sie machen allesamt auf breiter Quellengrundlage, höchst informativ und in eindringlicher Argumentation deutlich, daß Arbeitslosigkeit umfassendere und grundsätzlichere Fehlentwicklungen in diesen – im Falle der Frauen und der Jugendlichen sehr großen – Segmenten der Gesellschaft gleichsam nur aktualisierte und dramatisierte. Hier und da mag man sich freilich fragen, ob das interpretatorische Brennglas, unter dem jene Gruppen und ihre Depravationen erscheinen, nicht doch ein wenig zu scharf sei. Vier Aufsätze (MOSES, M. SCHNEIDER, FALTER, C. FISCHER) befassen sich mit politischen Konsequenzen der Arbeitslosigkeit, mit deren Auswirkungen auf die politische Radikalisierung und auf das Wahlverhalten, mit der Haltung der Gewerkschaften zur Arbeitslosenfrage und mit der staatlichen Arbeitsbeschaffungspolitik. Dabei ragt FALTERS datenreiche und methodisch überzeugende Untersuchung über den Zusammenhang von Arbeitslosigkeit und Wahlverhalten aus weniger Belangvollem und Weiterführendem markant hervor. Ihr zufolge war weniger Arbeitslosigkeit selbst als vielmehr Furcht vor Arbeitslosigkeit und Radikalisierung der Arbeitslosen ein starkes Motiv, die NSDAP zu wählen.

Nur ein kleiner Teil der Aufsätze ist ursprünglich und originell. Beim größeren Teil handelt es sich um überarbeitete Auszüge aus und um »abstracts« von umfangreicheren Arbeiten ihrer Verfasser. Eine Arbeit (PETZINA) ist fast gleichzeitig in deutscher Sprache auch in einem anderen Sammelband erschienen (Abelshäuser, *Die Weimarer Republik als Wohlfahrtsstaat*). Das schmälert natürlich den (mehr oder weniger großen) Wert der Beiträge nicht, wohl aber schmälert es den Nutzen des Buches.

Volker HENTSCHEL, Mainz